

SITUER LA PROBLÉMATIQUE DU TRAVAIL SANITAIRE ET SOCIAL DANS LE CONTEXTE DE MONDIALISATION : INCIDENCES SUR LES POLITIQUES D'ACTION SOCIALE.

Intervention de **Christian LAVAL**, le 22 novembre 2002 à Bordeaux

J'aborde cette intervention en présentant et commentant deux livres de Jacques ION, « *Le Travail social au singulier* », aux éditions Dunod et « *L'Engagement au pluriel* », publication de l'Université de Saint-Étienne, 2001, et un troisième livre qui s'appelle « *Le nouvel Esprit du capitalisme* », de Luc BOLTANSKI et Ève CHIAPPELO, aux éditions Gallimard.

Mon propos sera scindé en trois chapitres :

- Le contexte de mondialisation ;
- L'évolution du champ de l'intervention sociale ;
- La fragilité de l'individuation et les enjeux de reconnaissance.

I. LE CONTEXTE DE MONDIALISATION

Il existe une pluralité de portes d'entrée lorsque l'on tente de mieux cadrer la notion de mondialisation.

Par exemple, quelle redéfinition des services publics dans le cadre de la globalisation ?

Quelles mutations sociales, économiques, culturelles voire anthropologiques sont en jeu ?

Quelle forme peut prendre la question sociale dans ce nouveau contexte ? Que constate t'on ?

Au niveau économique :

- Une division internationale du travail ;
- la fin du « fordisme » et l'apparition des *poorworkers* (« travailleurs précaires » aux États-Unis) ;
- un relatif appauvrissement des sociétés riches, vis-à-vis d'une croissance mondiale importante ;
- une économie mondiale capitaliste ;
- un affaiblissement des états-nations avec une montée en puissance de regroupement de libres échanges économiques.

Au niveau social, quelles sont les évolutions tendanciennes ?

- Un affranchissement des sociabilités primaires ;
- une démocratisation mais aussi une fragmentation de l'institution scolaire ;
- une augmentation du nombre des familles dites recomposées ou éclatées ;
- une liberté accrue des individus avec un trépied de valeurs qui conjugue individualisation, autonomisation et responsabilisation.

Au niveau culturel

La mondialisation renvoie à deux phénomènes. Celui des revendications communautaires, ethniques ou religieuses mais aussi à un phénomène de standardisation, d'uniformisation des manières de vivre. Il existe

une tension entre globalisation/délocalisation et local/relocalisation. Il est important de constater que le local influe sur le global. On pourrait avancer la notion de chaîne d'interaction à distance.

On pourrait continuer à lister un certain nombre de tendances dont le croisement, l'interaction, l'interdépendance dessine les contours encore flous et un peu fourre-tout de la mondialisation. Mais il semble, en tout cas nous en faisons l'hypothèse, que ces diverses évolutions aboutissent à poser relativement toujours le même type de questions ou de séries de questions autour de la thématique du lien social. Ces questions pourraient se résumer par l'interrogation suivante :

Au nom de quoi, comment et avec qui faire société, vivre ensemble dans nos sociétés contemporaines ouvertes ?

Une société évolue, se transforme, s'adapte par le fait que s'y confrontent des intérêts divergents qui peuvent s'opposer, faire alliance, se négocier, en contexte démocratique tout au moins.

Concernant la situation actuelle, nous allons tenter de proposer trois scénarios d'évolution sachant que la réalité est évidemment moins idéale typique et beaucoup plus complexe que cette typologie proposée.

1.1 Avancée démocratique ?

La mondialisation ouvre des espaces de rencontres, de débats, d'échanges, d'horizons, de nouvelles prises de paroles, peu usités jusqu'alors. Le mouvement des « sans » (lié au flux migratoire), l'association ATTAC, les mouvements de chômeurs illustrent partiellement cette nouvelle parole possible.

Cette avancée se fait dans un contexte d'affaiblissement des institutions classiques, représentatives depuis plus d'un siècle et qui régulent les affrontements d'intérêts divergents, par exemple ouvrier/patronat.

Face à une parole représentative, sous mandats (exemple, syndicat ou partis), on assiste à une réouverture démocratique de la vie publique. Démocratique veut dire ici que le débat sur la représentativité est vif au sein de ces nouveaux mouvements. Donner son vote ou sa voix à une institution verticale pose problème à ceux qui y sont engagés car il s'agit pour eux, non pas tant d'être *représentés*, mais de faire entendre leur voix en leur nom propre. D'ailleurs la nébuleuse anti ou alter mondialiste est une nébuleuse à voix multiples dont les modalités d'organisation n'obéissent pas à des règles « verticales ». Ce renouveau de l'expression démocratique est souvent peu structuré, parfois désordonné et même chaotique. Il est attentif à toutes les « récupérations » idéologiques et politiques.

Cette distanciation par rapport aux instances de représentation rend de fait encore plus intense une lutte pour la reconnaissance des groupes ou des individus. Une véritable stratégie de lutte pour la reconnaissance sociale et personnelle met sur le devant de la scène des objectifs comme ceux de la réalisation de soi, les valeurs du respect et de la dignité de la personne quelle que soit son appartenance sociale ou professionnelle (voir le III).

La montée en puissance de différenciations identitaires concernant les catégories professionnelles pourrait être interprétée à l'aune de cette évolution notamment dans le champ de la relation d'aide à autrui (par exemple, dans la manière dont aujourd'hui se « clive » l'articulation entre sanitaire et social). Cette demande de reconnaissance sociale ou professionnelle met sur le devant de la scène, comme je viens de le rappeler, des thématiques de réalisation de soi, de respect et de dignité.

1.2 Une hypothèse plus critique

À cette lecture ouverte, on peut opposer deux analyses plus critiques :

- Une analyse relativement classique mais qui est actuellement réactualisée indexe la désinstitutionnalisation des places et des statuts comme une conséquence des rapports sociaux de

production. Cette analyse rappelle, à juste titre, qu'il n'y a pas de capitalisme sans capitalistes et sans recherche de profits. Parce qu'elle insiste sur les inégalités d'accès aux services (concernant le segment professionnel par exemple dans lequel vous travaillez), cette critique met souvent la question de la santé au centre du débat. Par exemple, les expressions « l'homme n'est pas une marchandise » ou « la santé n'a pas de prix » procèdent de ce type de demande. Mais cette analyse critique réduit moins les individus à des marchandises qu'elle ne dévoile une sorte d'insistance discursive de la société sur la fragilité du lien social. Ce discours récurrent sur le lien social doit être déconstruit car il vaut souvent sueur ou exclusion pour certains et profit pour les autres.

- Une seconde analyse critique, celle de Luc BOLTANSKI et celle de Ève CHIAPPELO insiste moins sur les réalités des rapports socio-économiques que sur le renouvellement en cours du soubassement idéologique du capitalisme : ce que Max WEBER avait déjà appelé *l'esprit du capitalisme* au début du XX^{ème} siècle. Ce premier *esprit du capitalisme* tel que Max WEBER l'avait décrit renvoyait à un *ensemble de motifs éthiques ou de valeurs ou d'idées dominantes* qui bien qu'étrangers dans leur finalité à la logique capitaliste avaient inspiré les premiers entrepreneurs afin de légitimer l'accumulation du capital. Ce qu'il nommait l'éthique protestante caractéristique des pays anglo-saxons était au fondement des valeurs du capitalisme. Notamment concernant la valeur travail : vocation, fermeté, régularité. Il s'agit d'agir dans et sur le monde pour un bien être terrestre qui n'attend plus le bonheur céleste. En quelque sorte, gagner ici son paradis ou sauver le monde. Une autre valeur pointée par Max WEBER qui a pu effectivement préparer l'arrivée du fordisme ou du taylorisme est celle de la rationalisation des procédures.

La figure centrale de ce premier esprit est celle du Bourgeois dans le sens où le Bourgeois administre et fait fructifier la cité.

Selon la thèse de Luc BOLTANSKI et d'Ève CHIAPPELO, un *second esprit du capitalisme* émerge dans le troisième quart du XX^{ème} siècle, ce qui nous renvoie au contexte de mondialisation évoqué ci-dessus. *En tant qu'idéologie dominante, l'esprit du capitalisme a en principe la capacité de pénétrer l'ensemble des représentations mentales propres à une époque donnée, d'infiltrer les discours politiques et syndicaux, de fournir des représentations légitimes et des chaînes de pensées aux journalistes et aux chercheurs, si bien que sa présence est à la fois diffuse et générale.*¹

Ce qui est intéressant de comprendre ici, c'est que ce second esprit du capitalisme se donne à voir et se construit non seulement dans la sphère économique, dans la sphère marchande et industrielle mais aussi dans la sphère des services où il y a relation à autrui. Ainsi, la thèse de Boltanski oppose entre autre ce qu'il nomme la *cité marchande* à la *cité par projet*. La *cité marchande* fonctionne au statut, à la technicité, à la sécurité. La *cité par projet* fonctionne au réseau, à la connexion, à l'ingénierie sociale : les années 1980 voient émerger des nouveaux profils professionnels, comme ceux de chefs de projet, de coordonnateurs, d'experts, etc. Autre caractéristique de la *cité par projet* : la flexibilité. Ce que l'on a défini par le terme d'employabilité ou d'adaptabilité par exemple. Une autre valeur de la *cité par projet* concerne une valorisation tout azimut de l'épanouissement personnel par le travail. Se mettre en réseau, être flexible, faire des projets, s'épanouir. Bien évidemment, cette manière de motiver ou d'investir la sphère du travail, se donne à voir aussi par des attitudes beaucoup plus individualistes voir égoïstes. « Jouer perso » est une expression qui est souvent usitée dans la décennie 80. Ce qu'il faut bien comprendre c'est l'interdépendance général de ces valeurs. C'est à dire que dans la *cité par projet*, le projet est non seulement l'occasion de réaliser une anticipation de l'avenir sur un secteur donné d'intervention mais il est aussi *l'occasion et le prétexte de la connexion, de la mise en réseau*. Tout fonctionne de telle manière que si on ne fait pas de projet, on est exclu du réseau, on n'a plus de carnet d'adresses. À partir de là, la spirale de l'exclusion peut effectivement commencer. Au bout du compte, le champ de la santé fait partie aussi

¹ Je cite p. 94 du *Nouvel Esprit du capitalisme*.

de cette nébuleuse. *La cité par projet* exige un investissement personnel, une forme particulière, une manière « d'avoir la pêche », de travailler son stress qui a un coût relativement important au niveau de la santé. L'implication est partout, l'autonomie devient une obligation, la hiérarchie ne peut plus se concevoir sans mise en réseau. Bref, cette implication tout azimut ne concerne pas seulement le monde de l'entreprise privée mais aussi d'autres segments de la vie sociale, professionnalisés ou non et notamment les intervenants de service public et plus particulièrement ceux du soin psychique. En effet dans le cadre des institutions hospitalières et de leurs « restructurations », ce qui se passe dans le sanitaire et social est aujourd'hui contaminé par ce qui se passe dans l'entreprise en terme de valeurs. Par exemple, le discours « à la mode » sur les réseaux qui connectent les partenaires sanitaires et sociaux entre eux, ne doit pas être seulement analysé comme un discours endogène au champ sanitaire et social mais doit être aussi contextualisé dans ce paysage général du nouvel esprit du capitalisme.

Un autre point intéressant de l'analyse de L. BOLTANSKI et d'È. CHIAPPELO concerne une manière de définir l'exclusion liée à l'injonction de mobilité qui caractérise *la cité par projet*. Selon L. BOLTANSKI et È. CHIAPPELO, il existe une nouvelle forme d'exploitation qui se *différencie de celle marxiste du travail et du capital* qui concerne ceux qui sont mobiles et ceux qui sont captifs, immobiles. Cette nouvelle forme d'exploitation met en rapport ceux qui sont extrêmement mobiles et ceux qui sont captifs sur des territoires relégués. Une interdépendance existe entre mobile et immobile. Pour qu'il y ait de plus en plus de *happy few* qui puissent aller de plus en plus vite sur tous les points de la planète, il est aussi nécessaire que le plus grand nombre de personnes reste captif, immobile ne serait-ce que pour les accueillir (cf. Le phénomène de tourisme de masse).

Un autre point d'analyse intéressant concerne les dispositifs d'insertion ou de réinsertion. C'est un bon exemple des formules sociales mises en place visant à égaliser les chances dans le monde en réseau de la *cité par projet*. Ce sont effectivement des dispositifs qui luttent contre la perte de liens donc contre la déconnexion et ils mettent en place des technologies sociales de réseaux et de projets. Le projet d'insertion de la personne RMIste permet d'insérer et de réinsérer mais pas nécessairement d'intégrer les personnes. Je cite p. 88 et 89 :

Les dispositifs de réinsertion sont un premier exemple de formules visant à égaliser les chances dans un monde en réseau. Les politiques, dites de lutte contre la grande pauvreté, appartiennent au dispositif de la cité par projet non pas en tant qu'elles entendent soulager la misère par l'assistance publique ou l'aide sociale mais en tant qu'elles se présentent comme plus particulièrement destinées à freiner l'exclusion en réinsérant des personnes « en perte de liens ». Ces dispositifs se donnent pour objectif primordial d'aider les personnes à retisser des liens, et mettre souvent en œuvre à cet effet, des technologies sociales qui font directement référence aux logiques de réseaux. Le projet est ce qui insère ou réinsère, qui permet de développer chez les personnes une employabilité minimum, c'est-à-dire une capacité à passer avec succès l'épreuve de connexion, un premier projet suivi de l'épreuve de mobilité, c'est-à-dire de connexion à un autre projet une fois le premier terminé. On ne comprendrait pas autrement comment a pu se former, notamment chez les travailleurs sociaux dans le cadre des politiques de la ville, une idée que la participation à toute activité constituée sous la forme d'un projet défini quel qu'il soit (culturel, sportif, social) est préférable en terme d'insertion à l'absence d'activité.

On peut donc avancer qu'il existe une homologie quasi structurale entre « ce nouvel esprit du capitalisme » et les formes de réponses apportées qu'elles soient institutionnelles ou revendicatives.

Constater cette ressemblance sur la forme (connexion, réseau, lien, horizontalité...) est une chose ! Faut-il pour autant revenir en arrière et regretter l'organisation verticale, le morcellement des tâches « fordistes » encore présent dans certains segments de « l'entreprise hôpital » ? Faut-il rejeter les associations de bénévoles, les usagers et certains professionnels ?

Une organisation du service d'aide à la personne « fordiste », consisterait à entériner les cloisonnements entre filière sanitaire et filière sociale, filière du handicap, filière de l'insertion, filière de la grande exclusion,

filière des jeunes en difficulté, filières des personnes âgées, etc. L'exemple de la transformation du champ du bénévolat ou de l'émergence depuis dix ans de l'action humanitaire est ici illustratif de la manière dont un discours sur le Lien Social non tiercisé par l'État providence et ses professionnels, a aujourd'hui pour fonction essentielle d'intéresser la société toute entière aux biographies « cassées » des personnes dites « exclues ». Porter témoignages sur la condition de ces personnes a souvent été d'abord le fait de ce type de nébuleuse associative. Pour autant, doit-on les condamner parce qu'elles seraient trop « consensuelles » ou au contraire politiquement incorrectes car non inféodées à des verticalités idéo-politiques. Le bénévolat aujourd'hui n'est plus seulement un mouvement néocaritatif. S'y repose concrètement dans des pratiques quotidiennes la question du « vivre ensemble ». Comment dès lors, faire alliance, lorsque cela est possible et sur des objectifs précis, avec ces forces potentiellement nombreuses de transformation sociale ?

Certes, on assiste dans la *cité par projet* à une atomisation des initiatives ou plutôt à une grande difficulté à monter en généralité à partir des initiatives prises à la base. L'exemple le plus illustratif de ce risque est celui de ce que l'on a appelé aux États-Unis les mouvements NIMBY *not in my garden* (pas dans mon jardin). Ils désignent un groupement de citoyens qui défendent des intérêts particuliers souvent liés à des nuisances écologiques (autoroutes, aéroports...). Ces mouvements (qui semblent se multiplier) sont-ils condamnés à une défense parcellaire ou au contraire faut-il les examiner comme les lieux actuels où les mécanismes de la décision publique s'apprennent, s'expérimentent, où la possibilité d'arriver à une négociation qui puisse faire compromis pacifiquement puisse aussi s'expérimenter, où la manière de confronter des valeurs différentes, d'opposer des intérêts de manière dialectique puisse aussi se concrétiser ? Par exemple, il est intéressant de comprendre la rationalité des arguments que peuvent échanger un écologiste environnemental qui habite près d'un aéroport et un usager « productiviste ».

Les professions de l'aide sociale du sanitaire, du soin psychique sont aujourd'hui dans l'œil du cyclone. Elles sont dans une situation où elles peuvent témoigner des « dégâts » occasionnés au sein de *la cité par projet* . Par ailleurs, ces professions sont porteuses d'une culture propre qui a toujours essayé de dégager des objectifs non parcellaires et qui renvoient au long terme. Elles ont, dans leur histoire, aménagé des voies possibles entre le souci du concret, le « tout tout de suite », et une critique, certes radicale, mais peu opérationnelle au niveau pratique. On pourrait dire que la politisation en tant qu'apprentissage de l'intérêt général ne se fait pas par le haut mais toujours par le bas. Et c'est à ce niveau que vous agissez, que vous éprouvez la souffrance des personnes déconnectées, hors de tout projet, etc.

II. ÉVOLUTION DU CHAMP DE L'INTERVENTION SOCIALE

Je vais maintenant passer au deuxième point qui concerne l'évolution du champ et des politiques sociales à partir de l'exemple du *travail social* ². Dans l'évolution actuelle de la relation d'aide aux personnes dites précaires, exclues, il y a séparation nette entre un premier clivage où il existe un sommet qui pilote les dispositifs, qui montent les projets et d'autre part des professionnels qui sont des professionnels de terrain dits au front.

Il existe ensuite un second clivage qui se fait, non plus sur la position hiérarchique, mais sur les caractéristiques du terrain d'exercice. On pourrait donc discriminer ceux qui sont au front et ceux qui sont à l'arrière. Ce n'est pas le plus diplômé qui est soit au front soit à l'arrière mais c'est la nature du poste qui semble le mieux définir le contenu de la pratique professionnelle. Ainsi dans un contexte de crise sociale durable, la lourdeur de la tâche, pensons ici aux interventions dans les quartiers sensibles, aux interventions dites de grande exclusion, mais en cause les idéaux de l'exercice professionnel. Les intervenants ont perdu confiance dans leur idéal professionnel qui visait, au delà de la situation de

² Cf. Ion (J.), *Le travail social au singulier*

résolution de la crise (la situation d'urgence sociale), à une modification durable des pratiques, de l'individu ou des groupes. Il y a donc un remplacement de l'expression de « travail social » par celle « d'intervention » qui est plus opérationnelle, plus opératoire, plus stratégique. Cette mutation signe la fin d'une forme d'au-delà de la pratique à finalité intégrative qui permettait jusqu'alors aux professionnels de se projeter dans un avenir marqué du sceau positif de leur mission. Dans le modèle qui émerge (d'ailleurs, est-ce un modèle ?), ce qui est visé c'est le primat de l'intervention dans le présent et pour résoudre les problèmes au présent. Il s'agit du coup d'établir et de garder le contact, ou de provoquer une rencontre qui ne va plus de soi. Il convient donc d'aller à la rencontre des personnes, d'une certaine manière de débusquer les personnes qui auraient besoin d'une « intervention ». Il convient aussi d'être de plus en plus disponible. Concrètement, cela correspond à mettre en place des numéros verts, des services d'urgence sociale ou sanitaire ou des lieux d'écoute qui fonctionnent non pas sur rendez-vous mais avec des permanences.

Il existe donc une forme de différenciation en terme de valeurs qui correspondrait à dire : aujourd'hui, ce qui compte c'est la prise en charge de la vie voire de la survie quotidienne ou ordinaire au jour le jour. Je cite Jacques LON :

Dans ce nouveau contexte de gestion de crise, d'intervention pour la survie, le burning-out devient une donnée quasi structurelle. Le même discrédit qui a frappé les métiers de l'arrière dans les années 80 se porte un peu sur ceux du front. Il n'y a pas de raison que cette disqualification cesse miraculeusement. Des catégories nouvelles d'intervenants sont tour à tour sommés de tenir l'impossible.

En vis-à-vis de cette mutation du champ professionnel, il existe l'arrivée des « nouveaux » usagers. Ils se caractérisent par deux qualificatifs :

- le premier, c'est qu'ils sont *insaisissables* ou de plus en plus insaisissables. L'utilisateur devient actif, il n'est plus administré. Il devient un partenaire et on assiste ainsi à deux évolutions notables : l'utilisateur « se débrouille », il s'adapte, il résiste, parfois même, il peut instrumentaliser les services qui lui sont proposés afin de préserver sa propre autonomie, d'assurer une préservation de son identité, un maintien de soi, une forme de dignité dans un contexte de plus en plus pressant concernant la transparence de sa vie, de son histoire, de son parcours, de sa prestation, de ses ruptures...
- Le deuxième qualificatif correspond à une forme d'*indéfinissabilité* de ce nouvel usager. Dans le sens sociométrique du terme, le ciblage de catégories de personnes, de profils types, devient de plus en plus difficile, que ce soit des ayants droits ou des personnes qui se caractérisaient il y a une vingtaine d'années par le fait qu'ils entraient dans un foyer de réadaptation sociale en tant qu'ex hospitalisés en hôpital psychiatrique. Aujourd'hui c'est de moins en moins concevable d'identifier ce type de personne de part seulement ce qualificatif. Je cite encore Jacques LON :

Dans la plupart des cas, il devient impossible à l'intervenant de se faire une idée a priori de la personne qui lui fait face... sur les lieux de la grande misère, la surprise comme étrangeté se décline souvent au quotidien... encore convient-il de préciser un dernier point : l'étrangeté peut aller de paire avec la proximité. La crise sociale crée aujourd'hui cette possibilité de rencontre étonnante avec les voisins ou le petit cadre qui a perdu son emploi, avec une génération de jeunes diplômés sans activité.

L'indéfinissabilité ainsi que le côté insaisissable de ce nouvel usager généralise une expérience nouvelle concernant les professionnels au front qui est celle de la confrontation avec son semblable, avec un individu qui fait écho à sa propre vie. Cette expérience a d'abord été éprouvée et verbalisée à ma connaissance dans le domaine humanitaire, lorsqu'un certain nombre de ceux que l'on a appelé les expatriés ne sont plus allés seulement dans des pays « exotiques », lointains, du Sud où les gens étaient du côté de l'altérité plus ou moins radicale mais ont commencé à aller dans les années 90 dans des pays

comme la Roumanie, par exemple. On a alors vu apparaître, une demande d'intervention de psychologues pour un certain nombre d'entre eux qui commençaient à déprimer lors de leur intervention. Je cite le témoignage d'un psychologue qui a travaillé en Roumanie et qui lui-même cite les propos d'un expatrié :

On est dans une situation catastrophique. Jusqu'à maintenant, on est intervenu en Afrique, en Asie avec les autres, les Noirs, les Jaunes (on pourrait rajouter des clochards). Il y avait des problèmes mais ça passait relativement bien. Là on intervient avec des mêmes que nous, des cousins, des gens avec qui ont communiqué, on a un peu la même culture, il y a une histoire...

III. FRAGILITÉ DE L'INDIVIDUATION EST ENJEU DE RECONNAISSANCE

Un troisième éclairage porte sur une problématique plus vaste qui est celle de l'individuation et des enjeux de reconnaissance. Les personnes en situation de désaffiliation, selon l'expression de Robert CASTEL, sont à la fois déliés des relations familiales et situations salariales. Cet état de déliaison est l'illustration extrême d'un processus plus général que Norbert ÉLIAS appelle *l'avènement de la société des individus*. On assiste à une perte de la capacité intégrative du corps social, une forme de disjonction croissante entre les postes, les statuts et la place sociale, ce qui renvoie en partie à l'analyse faite précédemment concernant le contexte de mondialisation. Dans ce contexte, la reconnaissance de la personne et de sa dignité qui dénote une transformation de l'intimité, n'est plus donnée d'emblée. Au contraire, elle nécessite une construction, un travail, au fil de l'existence. Elle convoque des espaces, des lieux, des relations où cette expérience de reconnaissance puisse se jouer. C'est ce que l'on pourrait appeler une forme de socialisation secondaire qui se déconnecte de la socialisation d'appartenance, celle qui va de soi, qui fait que l'on est enfant d'un village, d'un pays, fils ou fille d'une famille... Cette reconnaissance, si elle ne se fait pas, est à mettre en relation avec une difficulté à se gouverner soi-même, à réussir sa vie, etc., à faire de sa vie une « œuvre d'art », reconnue voire admirée (par le regard des « autres »). On ne fait certainement que commencer à réaliser combien cette forme de lien social spécifique est difficile et demande des investissements importants, personnels et collectifs. Elle doit être corrélée avec une nécessaire confiance minimale en soi et en l'autre que nécessitent la vie sociale moderne dans le sens où Anthony GIDDENS³ emploi ce terme. Je cite « la confiance est un sentiment de sécurité justifiée par la fiabilité d'une personne ou d'un système dans un cadre circonstanciel donné ». Mais GIDDENS ajoute : *cette sécurité exprime une foi dans la probité et l'amour d'autrui ou dans la validité des savoirs des spécialistes*.

Certains processus sociaux et psychologiques permettent d'acquérir cette forme de sécurité ontologique de base qui ouvre sur l'amour d'autrui, la confiance qui permet aux individus dits « adaptés ou normaux » d'acquérir une dose de confiance de base. En général, cette acquisition se fait au début de la vie et elle atténue la vulnérabilité existentielle constitutive de notre société moderne. WINNICOTT, à partir de l'analyse des relations entre mère/enfant, a montré avec l'aide du concept d'*espace potentiel* que la confiance du bébé dans la fiabilité de la mère (qui peut être absente et continuer à aimer), permet de mettre à distance les inquiétudes existentielles, les angoisses de perte. Mais chez l'adulte, cette corrélation entre confiance et sécurité, ontologique demeure. Il existe une vigilance incessante des personnes pour renouveler continuellement le « contrat de confiance » et ce depuis l'enfance. On pourrait aller plus loin et penser ou hypothéquer que dans le cadre de la relation d'aide le contraire de la confiance ne serait pas la défiance mais au sens le plus profond du terme, l'angoisse existentielle, la terreur de perdre son identité ou de ne

³ GIDDENS (A.), *Les conséquences de la modernité*.

pas être reconnu. Dans un monde où la question des replis identitaires devient inquiétante, il devient alors clarifiant de se revendiquer d'une politique de reconnaissance intersubjective et non d'une politique qui mobiliserait des identités opposables : qui fait que si je suis Breton, je m'oppose aux Basques, si je suis femme, je m'oppose aux hommes, si je suis hétéro, etc.

On voit bien que les problèmes de reconnaissance deviennent aujourd'hui primordiaux. C'est à l'aune de ce raisonnement qu'il convient d'exercer un regard critique quant aux couples d'opposition dominants qui organisent l'échange dans la société d'aujourd'hui. En commençant par celui qui oppose l'inclus et l'exclu. L'inclus, celui qui serait reconnu, l'exclu, celui qui serait en demande de reconnaissance et non reconnu. Autrement dit, le processus d'individuation sociale paradoxalement installe la notion de personne comme une notion pivot. La figure de la personne, l'aide à la personne, le service à la personne, apparaît comme un idéal de plus en plus partagé. Il s'applique d'ailleurs prioritairement à ceux qui sont les plus démunis de reconnaissance. Le Rapport du Conseil Supérieur du Travail social intitulé « intervention sociale d'aide à la personne » participe bien de ce mouvement qui consiste à un moment donné à saisir les nouveaux usagers en tant que personne. Dans ce nouveau contexte, se voit ainsi transformé parfois en problème psychique, voire en « nouvelles pathologies » ce qui renvoie aux difficultés du gouvernement de soi, aux difficultés liées à cette demande de reconnaissance des personnes. La question omniprésente du lien social devient « l'objet » des intervenants au front de la relation d'aide sanitaire et sociale. En même temps où l'usager se voit convier à effectuer une forme de travail sur soi.

On pourrait alors avancer une dernière hypothèse ou faire une dernière remarque en tout cas. Le travail de l'aidant et peut-être celui de l'aidé auraient de plus en plus pour objet de constituer autrui en personne dans un espace public de reconnaissance. Au-delà des objectifs officiels de soins, de réparation, les politiques sanitaires et sociales aujourd'hui seraient conviées à un travail de restauration des personnes dans leur singularité et leur spécificité mais aussi en tant qu'elles appartiennent à une commune humanité toujours à conquérir.